MARRAKECH PEOPLE, PEOPLE, PEOPLE !

TELQUEL

TELQUEL 12

N°200 • Du 19 au 25 novembre 2005

LE MAROC TEL QU'IL EST

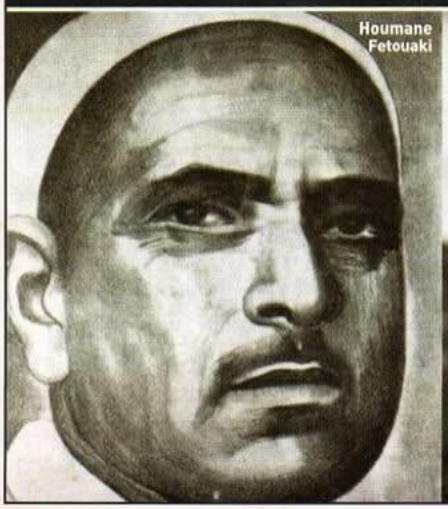
Mohamed Zerktouni

Brahim Roudani

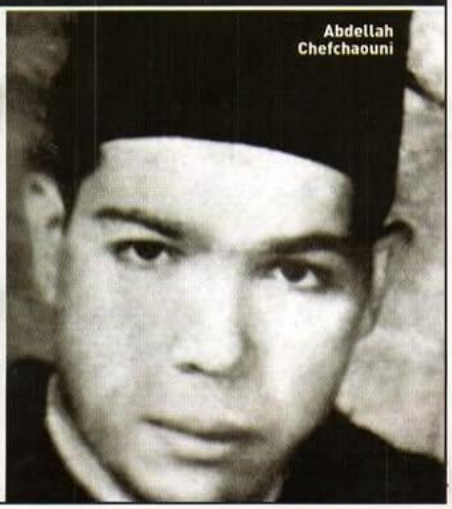
Ahmed Rachidi

Les héros oubliés de l'indépendance

50 ANS APRÈS. Mohammed V, vous connaissez son histoire par cœur... Mais à part les avenues qui portent leurs noms, que savez-vous vraiment des grands résistants qui ont combattu la France, arme au poing ?


Houmane Fetouaki

Rahal Meskini

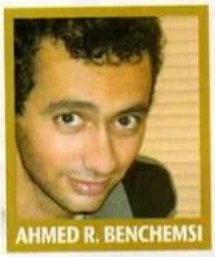

Abdellah Chefchaouni

www.telquel-online.com

Directeur de la publication : Ahmed R. Benchemsi

Edito

Regrets et responsabilité


AHMED R. BENCHEMSI

Au milieu de la tempête… un rayon de soleil ! Alors que *TelQuel* est sous le coup de peines de prison avec sursis et d'amendes judiciaires exorbitantes, alors que les sit-in, pétitions, communiqués et polémiques sur la justice font rage, que fait l'État? Il décerne à *TelQuel* le Grand Prix National de la Presse (lire en page 8). En voilà une bonne surprise ! Certes, ce prix démontre, avant toute chose, l'indépendance du jury présidé par notre estimé confrère Abdejebbar Sehimi. Mais tout de même… C'était lors de la journée nationale de l'information, manifestation éminemment étatique, présidée par le ministre de la Communication Benabdellah en personne. Et quand Sehimi a déclaré, à la tribune et au micro, qu'il est *"honteux que la justice accable* TelQuel *par des amendes aussi excessives"*, Benabdellah a applaudi, à l'unisson avec la salle ! Par ailleurs, les journalistes de *TelQuel* ont été amenés, cette semaine comme les autres, à discuter, pour les besoins de leur travail, avec divers officiels : ministres, députés, hauts fonctionnaires… Tous ont déploré que les évènements aient pris cette tournure, et tous ont espéré que tout le monde, et notamment la justice, reviendrait à la raison. Jusqu'à un avocat d'une des deux plaignantes qui a regretté (en aparté, bien sûr) la disproportion des peines prononcées contre *TelQuel* !

Quant au ministre de la Justice, Mohamed Bouzoubaâ, il a accordé une mémorable interview à *Maroc Hebdo*. Accusant *TelQuel* de *"terrorisme intellectuel"* (je brûle d'envie de faire un commentaire, mais je vais m'abstenir) il a confirmé ce qu'il avait juré (!) à des députés quelques jours auparavant : il n'est pour rien dans les jugements rendus contre *TelQuel*. Par des canaux détournés, Fouad Ali El Himma, ministre délégué à l'Intérieur, a dit la même chose : il n'est pour rien dans tout cela. Vous savez quoi, chers lecteurs ? Je les crois volontiers. Je les vois mal, finalement, décrocher eux-mêmes leurs téléphones pour donner des consignes aussi indignes. Mais je maintiens ce que j'ai écrit il y a deux semaines. Quelqu'un, qui relève du pouvoir politique (le vrai, celui qui émane du Palais royal) est intervenu pour orienter quelqu'un qui relève du pouvoir judiciaire. Et ce, à deux reprises, dans le but d'accabler un organe de presse jugé trop "insolent". Or, ce pouvoir politique a placé Ali El Himma en première ligne, et Bouzoubaâ est en première ligne du pouvoir judiciaire. Si ce n'est pas eux, alors ce sont des personnes qui relèvent de leurs sphères d'influence respectives. C'est le revers de la médaille : quand on a du pouvoir, on endosse ce que font ceux qui relèvent de vous, même si on n'est pas forcément d'accord…

Entre les officiels qui déplorent la situation et ceux qui protestent de leur innocence, que faut-il déduire ? Que "le pouvoir" n'est probablement pas d'un seul tenant, ni d'une seule pièce. Qu'il comprend sans doute des gens de bonne foi, mais aussi des gens qui s'imaginent que la liberté d'expression est une dynamique qu'on peut arrêter, par des méthodes d'un autre âge. Ces derniers détiennent, eux aussi, du pouvoir, et ils sont dangereux, parce qu'ils vont à contresens de l'Histoire. Que pouvons-nous faire contre eux ? Rien d'autre que ce que nous faisons déjà : écrire, plus librement que jamais. Et ne pas baisser la garde : ils ont frappé deux fois, ils peuvent encore frapper une troisième, voire une quatrième fois. Quant à ceux, Ali El Himma, Bouzoubaâ, ou d'autres, qui détiennent aussi du pouvoir et qui déclarent ne vouloir s'en servir que pour le bien de ce pays et dans l'intérêt de sa transition démocratique, alors qu'ils en fassent bon usage pour rattraper ce qui est rattrapable. S'en laver les mains ne fera rien avancer.

> Même l'avocat d'une des deux plaignantes a déploré la disproportion des peines prononcées contre *TelQuel* !

HISTOIRE

UN DOSSIER DE DRISS KSIKES

AFP

Les héros ou L'INDÉPEN

AOÛT 1955.
Émeutiers à Khénifra,
après la déposition
de Mohammed V

bliés de DANCE

50 ANS APRÈS...
Les festivités officielles ont tourné quasi-exclusivement autour de Mohammed V "le libérateur". Des héros de la résistance, il ne reste que peu de souvenirs. *TelQuel* leur rend hommage.

Les héros oubliés de L'INDÉPENDANCE

Qui a permis au Maroc de regagner son indépendance ? La ténacité de MohammedV, à distance, à partir d'Antsirabé ? Sans doute, surtout que son suppléant, Mohamed Ben Arafa, a eu du mal à s'imposer. Le charisme d'Allal El Fassi, qui conditionne l'indépendance au retour du sultan déporté ? Plausible. N'a-t-il pas dit, au lendemain de l'exil du sultan, *"la France nous fait gagner vingt ans de lutte pour l'indépendance"* ? Le soutien indéfectible du lobby franco-marocain, à la tête duquel

se trouvent, le chef du gouvernement Pierre Mendès France et le très respectable François Mauriac ? Indiscutablement, puisque la thèse du "Maroc français", relayée par les résidents généraux, Juin et Guillaume, et quelques irascibles colons, a eu moins d'impact à Paris. Qui d'autre a pesé dans la balance ? Les négociateurs marocains, Ahmed Balafrej, Abderrahim Bouabid, qui ont su trouver à Aix-Les-Bains, l'issue du fameux "Conseil du trône" pour assurer la transition, en attendant le roi-symbole? Certainement. Ils ont surtout réussi à être plus représentatifs et entendus que les relais locaux du colonialisme (leGlaoui et compagnie). Et les résistants dans tout cela ? Lors de ces fameuses négociations annonçant l'issue de la crise, ils ont été tout simplement marginalisés. Et aujourd'hui, dans son discours à l'occasion du cinquantenaire de l'Indépendance, le roi Mohammed VI leur a accordé un (très) bref hommage, pour avoir *"tant donné pour défendre la patrie et le symbole de sa souveraineté"*. Mais réalisons-nous vraiment l'étendue de leur apport ?

FIN DE LA POLITIQUE, DÉBUT DE LA RÉSISTANCE ARMÉE

S'il y a une date charnière, annonçant le début réel de la lutte armée pour l'Indépendance, c'est bien le 5 décembre 1952. Elle correspond à l'assassinat du leader tunisien, Ferhat Hachad. Tous les nationalistes et autres anti-colonialistes maghrébins retiennent de lui, à l'époque, cet appel-testament : *"Tant que vous n'avez pas pris les armes pour venger vos martyrs au nom de Dieu et de la nation, vous êtes loin du compte"*. À Casablanca, communistes et istiqlaliens se mettent d'accord, le lendemain de sa mort, pour appeler à une grève générale. Les six mille émeutiers, venant en grande partie des Carrières centrales, laissent sur l'asphalte trente-quatre morts et provoquent une réaction radicale du résident général, Alphonse Guillaume et du chef de la région de Casablanca, Philippe Boniface. Résultat : l'Istiqlal et le Parti communiste sont interdits, leurs journaux, jusque-là largement censurés, sont suspendus, la plupart de leurs leaders sont emprisonnés ou exilés, et seuls les résistants restent présents sur le terrain.

Les Zerktouni et consorts se préparent depuis des mois déjà à la lutte armée.

"TANT QUE VOUS N'AVEZ PAS PRIS LES ARMES POUR VENGER NOS MARTYRS, VOUS ÊTES LOIN DU COMPTE"

10 HOMMES

ALLAL BEN ABDELLAH, LE SAMOURAÏ

Allal Ben Abdellah se fait connaître le jour de sa mort. Le 11 septembre 1953, cet artisan, tantôt peintre tantôt cordonnier, originaire de Guercif, n'a aucune action de résistance à son tableau de chasse. Militant de base du parti de l'Istiqlal à Akkari à Rabat, il décide de faire le kamikaze contre le sultan malvenu, Mohamed Ben Arafa. Ce dernier se dirige alors à la prière du vendredi à la mosquée du Méchouar. Ben Abdellah se met sur la route du cortège, à bord de la Ford cabriolet immatriculée 2460 MA 9, qu'il vient d'acheter à cette fin. Intercepté par le sous-officier Robert King, il est abattu, poignard à la main, par l'officier (algérien) Mohamed Belhouari. Huit balles dans le dos, le samouraï n'est plus.

HOUMANE FETOUAKI, LA TERREUR

Le commerçant Mohamed Ben Brik Ben Brahim (plus connu sous le nom de Houmane Fetouaki) a 52 ans lorsqu'il est contacté pour relayer la lutte armée à Marrakech. Il est alors recruté pour deux raisons : sa relation familiale avec le pacha Thami Glaoui et son attachement farouche et insoupçonné à la cause nationale. Entre février et juillet 1954, il constitue un réseau local qui sème la terreur. Coup sur coup, il cible, sans succès, Glaoui lui-même, blesse Ben Arafa, rate de peu le Résident général Guillaume en visite à la ville et abat le commissaire Maurice Monnier. Mais, suite à l'assassinat du contrôleur civil Thivend, son réseau est démantelé. Fetouaki sera condamné à mort par un tribunal militaire et exécuté le 9 avril 1955 au pénitencier d'El Ader.

AHMED OU MOHA AL HANSALI LE "SERIAL KILLER"

Modeste agriculteur, Sidi Ahmed Ahansal (dit Al Hansali) fait parler de lui le 13 mai 1951, lorsqu'il intercepte un véhicule de colons, leur tire dessus et met la main sur les armes en leur possession. Ses at-

SYMBOLES

Nos avenues portent leurs noms, mais nos manuels d'Histoire les ignorent toujours. Qui étaient-ils vraiment ?

taques se multiplient, contre des caïds, des contrôleurs civils mais aussi de simples propriétaires terriens. La presse de l'époque le baptise "le tueur de Tadla". Dans la région, il fait l'objet d'une traque à l'aveuglette à laquelle prennent part mille soldats. Il est déclaré "wanted", moyennant un million de francs. Finalement, le piège se referme sur lui, en compagnie de son frère d'armes, Mohamed Smiha, le 23 juillet 1951. Interrogés et torturés sous l'œil de Pascal Boniface en personne, tous deux seront exécutés le 16 février 1952.

BRAHIM ROUDANI
LE POPULISTE

Dès 1952, Si Adi Addou Ben Brahim (Brahim Roudani) est un parrain de la résistance casablancaise. Membre fondateur d'Al Mounaddama assyria (l'Organisation secrète), cet homme riche (il avait une boucherie et une usine d'eau de Javel) n'apprécie pas trop *"la direction bourgeoise de l'Istiqlal"*. Sans pour autant passer à l'acte lui-même, il catalyse les énergies meurtrières. Et joue, à partir de Casablanca, un rôle majeur dans le renforcement de la résistance rurale, via un réseau d'épiciers dans sa ville d'origine, Taroudant. Arrêté puis torturé au centre de détention Darkoum en juin 1954, il en sort affaibli. À l'orée de l'Indépendance, il tente de jouer le médiateur pour unir les factions armées. Jugé populiste et peu fiable, il est attaqué et abattu par quatre membres marocains du Croissant noir le 5 juillet 1956.

MOHAMED ZERKTOUNI
LE LEADER

Ce jeune menuisier, issu de l'ancienne médina de Casablanca, est connu pour son ubiquité. Membre dirigeant de l'Istiqlal à Casablanca, il joue d'abord un rôle dans le démantèlement d'une structure ad hoc de lutte armée. En 1951, il est l'un des fondateurs, aux côtés d'Abderrahmane Senhaji, de l'Organisation secrète (OS). Il veille à la constitution des cellules, s'occupe de trouver les armes et de les acheminer vers Marrakech plus tard. Rompu au travail clandestin, il esquive les coups de filet tendus après les opérations (Marché central, Rapide Casa-Alger...) dont il est le maître d'œuvre. Vu ses dons de leader, l'OS veut le protéger, en l'envoyant à Tétouan préparer la naissance de l'Armée de libération nationale. Il refuse. Et le 18 juin 1954, la police vient l'arrêter chez lui. Il se suicide en avalant une capsule de cyanure.

MOULAY ABDESLAM JEBLI
LE STRATÈGE

Originaire de Marrakech, insaisissable, Moulay Abdeslam Jebli est l'un des rares à avoir joué un rôle-clé dans la lutte armée, de bout en bout. Il est, en 1952, aux côtés de Fqih Basri, le mentor du réseau El Fetouaki à Marrakech. Il s'occupe de piloter, avec l'aide d'un certain Mohamed Bouyahya, originaire de Tata, les réseaux de résistance armée au Sud. Il veille, plus tard, avec d'autres dirigeants de l'Organisation secrète, à *"sécuriser le système d'information, de la base au sommet"*. Arrêté en octobre 1954, il fera preuve, à plusieurs reprises, d'une rare capacité à organiser des fuites de prison. Sous l'Indépendance, il continue *"la résistance pour la démocratie"*.

AHMED RACHIDI
LE ROMANTIQUE

"Ne me bandez pas les yeux, laissez-moi voir le ciel bleu de mon pays", ainsi parlait Ahmed Rachidi, le 4 janvier 1954, face au peloton d'exécution. Titulaire d'un CEP et maîtrisant bien la langue française, cet illustre dirigeant de l'organisation La Main Noire a tué le moqaddem Mohamed Ben Larbi pour, dit-il devant le tribunal, *"donner un exemple aux autres traîtres"*. Le 5 octobre 1953, son compagnon de cellule Mekki est arrêté à la mosquée Chleuh dans l'ancienne médina de Casablanca. Sa cache d'armes, logée sous la scène du cinéma Rio, est alors découverte et Rachidi tombe dans le panier.

ABDELLAH CHEFCHAOUNI
LE HÉROS

À Fès, la résistance se limite en grande partie à l'action politique. Sous l'impulsion de Zerktouni, plusieurs tentatives sont menées pour passer à l'acte armé. Finalement, le cordonnier Abdellah Chefchaouni se montre le plus entreprenant. Principale action armée à l'actif de son groupe, l'attentat contre le pacha Baghdadi à Bab Ftouh, le 1er mai 1954. Le collabo fassi s'en est tiré avec des blessures. Chefchaouni faillit passer à la vitesse supérieure, en lançant une bombe au milieu du cortège de Guillaume, mais il s'est rétracté. Arrêté le 23 mars 1955, son avocat traduit ainsi sa pensée : *"Je ne suis pas un criminel mais un homme libre qui défend sa patrie, sa religion et son sultan"*. Il est exécuté le 2 août 1955. Fès perd alors un héros.

RAHAL MESKINI
LE CAMPAGNARD

Cet originaire de la tribu de Beni Meskine a adhéré au parti de l'Istiqlal à Kénitra en 1947, à l'âge de 21 ans. Il quitte la ville en 1952, au moment où la vie politique est mise à mort, et s'exile à Casablanca. Là, il prend le train en marche au sein de l'Organisation secrète et s'occupe de la région de M'dakra, autour de la ville. Revolver à la main, il est réputé sans merci, autant avec les colons qu'avec les marocains féodaux. En 1954, il est arrêté mais parvient, au bout de quarante jours de torture, à prendre la fuite. Il périt le 17 décembre 1956 sous les balles de militants du Croissant noir. Une autre victime des règlements de compte post-indépendance.

HAJ OMAR LAMZODI
LE JIHADISTE

Ce tailleur, installé au Hay Mohammadi, est le fondateur de Jaïch al Atlas (Armée de l'Atlas). En revenant de la Mecque durant l'été 1953, il fait escale au Caire et va voir Abdelkrim qui l'incite à *"apprendre aux Marocains comment tuer les colonisateurs, ne serait-ce qu'avec des faucilles ou des jets de pierre"*. A son retour, Lamzodi constitue un réseau, auquel adhéreront des hommes de Fetouaki, des hommes venus du Sud, comme Hmidou Al Watani (Safi) et un certain Moulay M'barek, dit Si Bouchta, auteur de trois actions-phares : la bombe au café Mers Sultan, la grenade au Bar de la Gironde et l'attentat contre François Avival, "terroriste européen". Les armes que détenait Lamzodi et ses hommes seront transférées à l'Armée de Libération nationale à Marrakech.

HISTOIRE

Les héros oubliés de L'INDÉPENDANCE

Les bombes posées dans les locaux de journaux pro-français, Al Widad et Al Azima, sont annonciatrices d'une lutte frontale. De leur côté, les colons demandent, dans une lettre adressée le 17 décembre 1952 à l'Elysée, *"l'extermination du mouvement national, la déportation du sultan et l'élargissement des pouvoirs du résident général"*. Certaines cellules secrètes de la lutte armée, constituées ça et là, freinent leurs ardeurs en attendant le feu vert de la direction ad hoc du parti de l'Istiqlal à Tanger. Ahmed Balafrej déclare alors dans les colonnes du *Monde* : *"notre parti refuse de s'identifier avec la violence"*. Cette opinion laisse indifférents les istiqlaliens qui décident de passer à l'acte. *"Ils nous demandaient d'être patients. Ils prétendaient avoir des garanties de l'étranger que le roi n'allait pas être touché. Je n'en croyais rien. D'où mon engagement aux côtés de tous mes compagnons d'armes d'élargir le réseau de la lutte armée"*, raconte Mohamed Bensaïd Aït Idder.

Durant l'année 1953, le ton des autorités françaises, soutenues par Glaoui et un lobby dit "libéral", devient plus menaçant. Les effets dévastateurs du capitalisme colonial se font ressentir. Par conséquent, *"le sentiment d'injustice se cristallise à Casablanca, où le mouvement ouvrier, la conscience de classe et l'exode rural, celui du Sud essentiellement, favorisent la résistance"*, estime l'historien Mohamed Wahid. Les signes de protestation se multiplient : appels au boycott du tabac, bombes dans des stations d'essence, tentatives de déraillement du train Casa-Marrakech, un vol d'armes à l'aéroport Nouaceur. Bref, l'Organisation secrète (lire encadré), désireuse d'arracher l'Indépendance par l'action au lieu des discours fait déjà parler d'elle avant même que le roi Mohammed V ait été exilé.

Le terrain est donc préparé pour une réaction plus virulente au lendemain du 20 août 1953. Guillaume vient d'effectuer ce que son prédécesseur et néanmoins ami, Juin, n'a pas osé, le 26 janvier 1951 : accéder à la demande des colons et collabos de destituer le sultan. Son gage vis-à-vis du peuple, l'aval des

24 DÉCEMBRE 1954. Bombes désamorcées à la grande poste et aux colis postaux, à Casablanca

8 OPÉRATIONS PHARES

LA BOMBE DU MARCHÉ CENTRAL

Jeudi 24 décembre 1953, en plein Noël, une bombe explose au Marché central à dix heures du matin. L'opération fait dix-neuf morts, dont une française, et quarante-huit blessés. Un certain Mohamed Ben Moussa Al Ibrami se porte volontaire dans une réunion secrète, dirigée la veille par Zerktouni, pour poser la bombe. Les bidons artisanaux, remplis de bouts de fer, confectionnés dans un garage du quartier Bouchentouf, ne sont prêts que tard dans la nuit. Le tout est mis au point dans la précipitation. Résultat, deux autres bombes, posées parallèlement aux Colis postaux et à la Poste centrale, ont la mèche trop courte pour exploser. Mais l'exception Marché central suffit pour que le résident général Juin promette *"une lutte sans merci contre les* terroristes".

L'AFFAIRE DE L'IMPRIMERIE AL ATLAS

En janvier 1954, Slimane Laraïchi, l'un des dirigeants de la lutte armée, ramène de Tétouan un cliché de Mohammed V (introuvable à l'époque) pour l'utiliser dans un tract. Pour ce faire, il s'introduit la nuit du 6 février, aux côtés d'un groupe de résistants, dans l'imprimerie de Mohamed Ghallab, Al Atlas. Après avoir acheminé une première fournée de tracts, Zerktouni revient et trouve les lieux encerclés par la police. Il s'enfuit. Hassan Sghir, l'un des acteurs de l'opération, avale une capsule de poison. Il devient le premier résistant suicidé de l'histoire du Maroc colonisé. Quant à Laraïchi, il réussit à filer grâce à son gaillard de compagnon, Dahous, qui abat au pistolet le commissaire Boyer. Les fugitifs iront alors de douar en douar trouver refuge. Mais la répression s'abat sur leurs compagnons, qui s'exilent au Nord.

BOMBES SUR LA LIGNE CASA-ALGER

Trois jours après la déposition de Mohammed V, le train reliant Casa-Alger est déraillé, à 5 Km de la gare de Port Lyautey (Kénitra). Bilan : un technicien mort et onze blessés. L'opération, menée par un groupe de résistants dirigé par Bouchaïb Ben Omar, est plus spectaculaire qu'efficace. Mais celle effectuée sur la même ligne, le 7 novembre 1953, par l'Organisation secrète, via Mohamed Mansour, fait plus de dégâts. Ce dernier pose, à l'approche de Rabat, l'engin explosif dans les toilettes de la deuxième classe. Il descend aussitôt et monte dans la voiture du dirigeant Saïd Bounaïlat qui l'attend. La déflagration retentit tout juste après le pont du Bou Regreg. Bilan : six morts, dont deux Français et quatorze soldats blessés. Elle fera date et les attaques contre les lignes ferroviaires se multiplient par la suite.

ATTENTATS CONTRE GLAOUI ET BEN ARAFA

En mars 2005, les mosquées de Marrakech sont le terrain des opérations du réseau El Fetouaki. La première opération, le vendredi 5 mars, a lieu à la mosquée Koutoubia, où deux bombes sont lancées. Le pacha Glaoui, principale cible, en sort indemne, mais une trentaine de musulmans sont blessés. Le 19 mars, le groupe de résistants marrakchis récidivent à la mosquée Berrima, jouxtant le palais. Sachant que le sultan mal aimé Ben Arafa y faisait sa prière, le jeune Ahmed Ben Ali y pose une bombe. Le sultan, ainsi que six membres de sa garde rapprochée, sont blessés. Glaoui s'occupe lui-même de liquider

5 MARS 1954. Une bombe explose à la mosquée Berrima de Marrakech, blessant le sultan fantoche Ben Arafa

11 SEPTEMBRE 1953. Maîtrisé par l'adjudant français King, Allal Ben Abdellah, couteau à la main, s'apprêtait à poignarder Ben Arafa

notables et ce prêche du *alem* Abdelhay Kettani : *"Le trône doit être remis à qui le mérite"*. La réaction des résistants ne se fait pas attendre. Elle est d'abord spontanée à Oujda et Marrakech sous forme de soulèvements populaires, lourdement réprimés. S'ensuivent une série d'attentats, au Méchouar à Rabat, à la mosquée Koutoubia à Marrakech, au sanctuaire de Zerhoun, prenant pour cible le sultan Mohamed Ben Arafa, avant même son intronisation, et son mentor, Thami Glaoui (lire encadré). *"Elles ont pour effet de montrer que l'un et l'autre sont loin d'être intouchables et encore moins crédibles aux yeux des Marocains"*, explique Bensaïd Aït Idder.

Exécutions, poses de bombes, émeutes, acheminement d'armes... Les résistants ont ciblé autant les colons que les collabos.

sur place l'exécutant, connu sous le nom de "Oukkala".

EXÉCUTION DU Dr. EMILE EYRAUD

Avant sa mort, Mohamed Zerktouni a planifié le meurtre de l'un des suppôts du régime colonial, le docteur Emile Eyraud, directeur alors du quotidien *La Vigie marocaine*. L'opération sera exécutée deux semaines après sa mise à mort. Le chef de l'opération, Driss Lahrizi, abat sa cible par une balle dans le dos, à sa sortie du journal, le 30 juin 1954. Devant rejoindre ses frères d'armes, à côté du café La Chope, Lahrizi est intercepté par des colons. Il tire alors sur eux. Une fusillade s'ensuit. Il s'en sort avec un bras cassé et sera plus tard condamné à mort. Quant à son acolyte Brahim Firdaous, il en sort indemne. Un faux passeport en sus, il sera exilé au Caire en attendant des jours meilleurs.

ATTENTAT CONTRE PASCAL BONIFACE

En 1955, l'Organisation secrète que dirige alors Fquih Basri, à Casablanca, charge Mohamed Sarjane et Ahmed Touil d'assassiner Pascal Boniface, le chef de la région de Casablanca. Sa longévité (de 1944 à 1955) et sa défense acharnée des intérêts coloniaux ont rendu cet homme intouchable. Les deux résistants le suivent à la trace. Le 10 mars, ils le traquent à partir de l'avenue Foch, lieu de sa résidence. L'un des deux tire sur Boniface, lequel simule la mort. À l'aide de ses gardes, sa voiture redémarre et l'attentat tombe à l'eau.

LES ARMES ACHEMINÉES À BORD DE DINA

En décembre 1954, Abdelkrim Khatib, Houcine Berrada et Mohamed Bensaïd Aït Idder se mettent d'accord, au nom de l'Armée de Libération nationale, avec leurs pairs algériens, Ben Bella et Boudiaf, pour partager la cargaison d'armes provenant d'Égypte, à bord du Dina. Le résistant Brahim En Naïl s'occupe de gérer le transbordement des armes devant parvenir au port de Kebdana. À l'arrivée de la cargaison en février 1955, les Marocains récupèrent 96 fusils, 144 grenades et des munitions ; les Algériens ont droit au double. La résistance se prépare à une guerre qui n'aura pas lieu.

LE SOULÈVEMENT D'OUED ZEM

Deux ans après la déportation de Mohammed V, le 20 août 1955, la résistance urbaine s'abstient de manifester. À la surprise générale, les manifestations les plus sanglantes ont lieu dans la bourgade d'Oued Zem, où les quelque 800 habitants français se sentent chez eux. Réprimés par les caïds locaux et les contrôleurs civils, des résistants et autres agriculteurs portant les photos de Mohammed V ont attaqué des lieux de commerce et des postes de police. Bilan, quarante-neuf Européens sont morts. La répression, menée sous l'ordre du résident général Grandval, fait officiellement 700 morts, chiffre que Charles André Julien qualifie de *"ridicule"*.

Les héros oubliés de L'INDÉPENDANCE

INTIFADA POPULAIRE ET RÉPRESSION COLONIALE

De septembre 1953 à juin 1954, date à laquelle la France décide de remplacer Guillaume par un civil, Francis Lacoste, plus de cent cellules sont engagées, à un rythme effréné, dans la lutte armée. Les actions vont dans trois sens. D'abord, une volonté de marquer l'imaginaire des colons. Ainsi, les dirigeants de l'Organisation secrète (OS), Mohamed Mansour et Mohamed Zerktouni, ont prévu de rétorquer à la déposition de Mohammed V le jour de Aïd Al Adha par une grosse déflagration le jour de Noël, et donc de poser trois bombes là où il y a foule (aux Colis postaux, à la Poste centrale et au Marché central). Finalement, seule celle du Marché central explose. Mais elle a suffi à marquer les esprits. Elle a surtout provoqué une fatwa des ouléma et un dahir rendant les poseurs de bombes passibles de la peine de mort. La répression et le contrôle des éventuels trouble-fêtes se sont alors accentués, via les moqaddems et autres bergaga (ils existent déjà). D'où la deuxième piste empruntée par les résistants : la liquidation des agents collabos. Ainsi, en six mois, trois moqaddems et deux imams (sans parler d'autres cas isolés de commerçants suspects) ont été abattus. À l'époque, à Casablanca, l'image du fidai' solitaire, qui sort son pistolet ou dissimule une grenade, court les rues. Mais les résistants vont parfois au-delà. Ils cherchent aussi à fédérer les gens, via des tracts rappelant le devoir de lutte pour l'Indépendance, et à établir des contacts personnalisés permettant d'élargir leur réseau, dans les zones rurales et dans bien d'autres villes. Zerktouni tient particulièrement à sortir Fès de son image de ville de bourgeois politiciens. Moulay Abdeslam Jebli s'est employé à former des relais à Marrakech.

L'arrivée d'un résident général plus libéral a été à double tranchant. Elle a permis de relâcher les prisonniers politiques et de desserrer l'étau autour des organisations secrètes. Résultat, ces dernières sont tour à tour tombées dans le piège du laisser-aller. La fameuse ferme sise à Oued Ykem, où l'OS garde au secret ses armes, est découverte. Les dirigeants de cette même organisation sont, tour à tour, arrêtés (Jebli), poussés au suicide (Sghir et Zerktouni), à la fuite (Houcine Berrada) ou envoyés en exil au Nord (Fqih Basri et Bounaïlat). Leurs pairs de La Main noire (Al Yad Assaouda) ont droit à un procès expéditif. In fine, les résistants qui restent ne sont presque plus que des téméraires livrés à eux-mêmes. Les autres ont pu, grâce à de faux papiers et à des déguisements, se terrer et attendre.

Par ailleurs, l'extension de la localisation géographique de la lutte a permis de créer plusieurs zones de turbulence hors de Casablanca. Sans pour autant s'attaquer à des personnes, propriétaires terriens ou

4 ORGANISA

L'ORGANISATION SECRÈTE (AL MOUNADDAMA ASSIRYA)

Au moment où le parti de l'Istiqlal est persécuté, des membres ultras, dont principalement Abderrahmane Senhaji, Mohamed Zerktouni, Houcine Berrada, Thami Noamane et Hassan Laaraïchi, créent le 7 Avril 1951 une organisation armée qu'ils ont juré (sur le livre sacré) de tenir secrète. Au fur et à mesure des arrestations, exils et autres fuites, d'autres membres, comme Saïd Bounaïlat, Moulay Abdeslam Jebli et Fqih Basri

OCTOBRE 1953. Procès de l'organisation secrète "la main noire". Visages cerclés : Moulay Tahar, meneur du groupe (en haut) et Ahmed Rachidi (en bas)

TIONS MÈRES

Les résistants n'étaient pas, loin s'en faut, des électrons libres et isolés. Revue des principales structures.

se sont joints au groupe en 1953 puis en 1954. Cet état-major s'occupe d'orienter les cellules, constituées chacune de trois membres seulement, de mettre à disposition les armes (surtout des pistolets à l'origine), de distribuer les tracts, d'appeler au boycott, par exemple, et de piloter des réseaux locaux, ce qui lui permettra d'avoir des ramifications autant au Sud qu'au Nord. Mais, à la fin de 1954, les arrestations successives de ses dirigeants et l'exil d'autres à Tétouan, réduisent sa force de frappe.

LA MAIN NOIRE (AL YAD ASSAOUDA')

Ce groupement est né à Casablanca, au lendemain de l'assassinat du leader tunisien, Ferhat Abbas. À l'initiative d'un fqih, Mohamed Talii et bien d'autres istiqlaliens de base, dont un certain Moulay Tahar, cheminot, trois groupuscules armés se sont formés dès décembre 1952. Abdeslam El Kohen prend l'initiative d'en créer une branche à Fès, qui disparaît rapidement, suite à l'arrestation de ses membres. L'aile la plus connue de l'organisation porte le nom de "Cinéma Rio" à Casablanca. Là aussi, le 5 octobre 1953, soixante membres, dont le célèbre Ahmed Rachidi, sont interpellés. S'ensuit une dislocation de la structure et un procès au tribunal militaire qui aboutit le 5 juillet 1954 à la mise à mort d'Al Yad Assaouda.

LE CROISSANT NOIR (AL HILAL AL ASWAD)

Après la disparition de La Main noire et la dispersion des membres de l'Organisation secrète, des contacts sont pris en octobre 1954 au cœur de la Nouvelle Médina (Derb Espagne) de Casablanca, pour perpétuer la lutte armée. Hassan Glaoui, un artificier de bombes artisanales, Mehdi Nammoussi et Mohamed Haddaoui parviennent à fusionner deux mini-structures qui agissaient séparément. Des opérations à la bombe sont menées ici et là. Suite à l'assassinat de l'ingénieur Armand Maré, le 3 mars 1955, par une cellule à laquelle appartient, entre autres résistants Bouchta Jamaï, une vague d'arrestations lamine le mouvement. Le jeune Abdellah Haddaoui, précoce (il a 18 ans alors) prend le relais. Il recrute à tour de bras. Après l'Indépendance, le Croissant noir est traité de branche secrète des communistes ou encore de suppôt de Lahcen Lyoussi. Il est alors victime des luttes intestines du mouvement national.

L'ARMÉE DE LIBÉRATION (JAÏCH ATTAHRIR)

La direction de l'Organisation secrète, exilée à Tétouan, bénéficie dès la fin de 1954 de la complicité espagnole. Abdelkrim El Khatib, un médecin ayant le gage d'Allal El Fassi, sert d'intermédiaire à cette fin. De nouveaux venus, comme Hassan Laârej, Abbès Messaadi, Abdelkébir El Fassi, Mohamed Figuigui s'organisent sous la direction d'Abderrahmane Senhaji, en vue de préparer des actions armées d'envergure. Finie l'action secrète, la lutte armée devient visible et est soutenue par les frères d'armes algériens. Un appel est lancé pour que des anciens officiers de l'armée régulière française se joignent au groupe. Un camp d'entraînement est organisé à côté de Nador, à Jnan Romi, grâce au concours de Abdelkhaleq Torrès. Le 2 octobre 1955, les premières opérations sont menées contre six sites marocains sous occupation française. Après le retour de Mohammed V, la plupart des dirigeants de l'Armée de Libération nationale (ALN) refusent d'être noyés dans les Forces armées royales. Ils se sont par contre attachés à parfaire le recouvrement des territoires colonisés. L'Armée de libération du Sud, menée essentiellement par Mohamed Ben Lhassan Ba Amrani et Mohamed Bensaïd Aït Idder, est accueillie par la tribu des Aït Ba Amran à Sidi Ifni. Sans profiter des mêmes compromis espagnols qu'au Nord, la direction de l'ALN s'organise, à partir de Sidi Ifni, ouvre une brèche sur la côte atlantique pour recevoir les armes, accueille ses hommes du Nord et de l'Atlas et invite des volontaires sahraouis à rejoindre ses rangs. En 1958, l'opération Écouvillon, orchestrée par le prince Moulay Hassan et Paris, met fin à ses aspirations pour récupérer le Sahara occidental. Depuis, la plupart de ses dirigeants sont emprisonnés et les quelques survivants regagnent le maquis, mais ils ne feront pas long feu.

DÉCEMBRE 1955. Autour de Allal El Fassi (cercle), des cadres de la résistance réfugiés dans la zone Nord, sous occupation espagnole

Les héros oubliés de L'INDÉPENDANCE

AOUT 1953. Mohammed V est déporté, le peuple investit les rues

autres contrôleurs civils, très puissants, les résistants de Khémisset, Khénifra, Kelaat Sraghna ont recours à la politique de la terre brûlée. Des milliers d'hectares de plantations sont incendiés en 1954. *"Cela démontre,* selon Charles André Julien, *que ces fellahs, traditionnellement soumis au Glaoui et à ses caïds, commencent à échapper à son contrôle".*

LES POLITIQUES REVIENNENT, LA LUTTE CONTINUE

En 1955, le parti de l'Istiqlal, revenu sur la scène, décide d'agir sur deux fronts, politique et armé. Le premier est laissé aux soins d'émérites avocats, comme Abderrahim Bouabid et autres leaders comme Balafrej, Lyazidi et Ben Barka. Le second volet, lui, est assuré par la direction de l'Armée de libération nationale (lire encadré), qui pilote ses opérations à partir de Tétouan. Un accord de circonstance naît alors entre Madrid, Tétouan et Alger. Comment ? *"L'Espagne franquiste était isolée de l'Europe des vainqueurs de la guerre. Aussi a-t-elle accepté de tolérer nos quartiers généraux et l'acheminement des armes dans sa zone, tant que notre cible était la région occupée par la France",* explique Aït Idder. Un pacte est signé à cet effet à Madrid le 20 août 1956 avec le général Garcia Valino. Alger a, pour sa part, d'excellentes relations avec l'Égypte de Nasser, qui décide volontiers d'armer les mouvements de libération au Maghreb. Entre Ben Bella, Boudiaf et les dirigeants de l'ALN, ainsi que son intermédiaire avec Madrid, Abdelkrim El Khatib, se tisse alors un accord tacite pour profiter conjointement des largesses du Raïss. L'ALN essaie ainsi de dépasser l'amateurisme dans lequel se sont confinées les organisations secrètes. Leurs membres ont été priés jusque-là de se débrouiller individuellement pour se procurer leurs armes.

À l'approche du deuxième anniversaire de la déportation de Mohammed V, de vastes opérations sont menées, soit de manière organisée par l'ALN, aux abords de Fès, de Taza et bien d'autres régions éloignées, soit avec spontanéité, à Khénifra, Bejaad et Oued Zem (lire encadré). Dans sa tentative d'aller mater les rebelles, le général Duval périt dans un accident d'avion. *"Il avait l'intention de commettre une tuerie",* raconte l'un

EN 1955, LE PARTI DE L'ISTIQLAL DÉCIDE D'AGIR SUR DEUX FRONTS : LA POLITIQUE ET LA LUTTE ARMÉE

Portraits. La résistance au féminin

Au-delà de l'image de la femme, précieux soutien de son résistant de mari, un grand nombre de femmes précocement affranchies ont un temps embrassé la résistance.

Fatma El Malkia. Cette figure de la ville de Salé, pionnière dans la fabrication et l'exportation de tapis vers l'Europe dans les années 70, s'est illustrée tout au long des années 53-55 par un courage immense. Tête de pont d'un réseau de résistants à Salé, elle permettra à de nombreuses épouses de rendre visite à leurs maris réfugiés dans le Nord en leur procurant faux passeports et argent. Elle fera également de son domicile un lieu de réunion et une cache sûre pour les fugitifs.

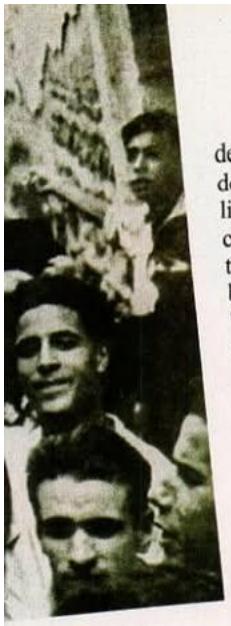
Fatima Bent Allal. Cette résistante de la ville de Oued Zem recevra une balle dans la tête alors qu'elle assurait l'approvisionnement en munitions des combattants lors de la bataille de Oued Zem du 20 août 1955.

Amina El Berhilia. Membre de l'Istiqlal, anime à Oujda, dans la clandestinité, des cellules féminines, leur faisant prendre conscience de la nécessité de participer au mouvement pour la liberté, distribuant des tracts et assurant le transport des armes. Lors d'une de ces livraisons, elle échoue entre les mains des policiers français et passe un an à la prison de Ain Kadous à Fès.

Khaddouj Zerktouni. Sœur et bras droit du grand résistant , elle sera à ses côtés lors de son arrestation. Elle subira tortures et exactions diverses et restera longtemps entre les griffes des Français avant d'être relâchée en piteux état.

"Ito". c'est sous ce seul nom qu'est connue cette femme mythique de Khénifra. Elle sera la seule personne à avoir accès à Moha Ou Hammou Zayani lorsque, recherché par les Français, il se réfugiera dans les montagnes. Elle lui apportera vivres et nouvelles de la résistance et se chargera de transmettre ses ordres à ses compagnons d'armes.

Maa El Ainine Oum El Fadel bent Cheikh Sidatou. Digne descendante de El Hiba Maa Al Ainine, illustre chef de guerre, elle s'illustre par son endurance et son courage lorsqu'elle doit parcourir de longues distances dans le désert pour porter assistance et nourriture aux éléments de l'ALS. Elle périt lors d'un bombardement espagnol de Laâyoune.



de ses assistants. Parallèlement, des attentats spectaculaires ont lieu dans le fief de la résistance, à Casablanca. Deux opérations en particulier, celle du bar de la Gironde, tenu par un "terroriste" européen, François Avival, et celle du café de Mers Sultan, menée par un certain Moulay M'barek, ne laissent pas les Français indifférents. Mais la réaction des plus farouches opposants à l'Indépendance a un effet boomerang. Les organisations fascisantes qui se proposent de faire du "contre-terrorisme" commettent l'irréparable. Elles attentent à la vie d'un célèbre défenseur de la cause marocaine, le journaliste et homme d'affaires, Jacques Le Maigre-Dubreuil. Ce dernier a osé écrire *"il nous faut tirer un trait sur le passé. Nous ne pouvons pas être fiers de ce que nous avons accompli au Maroc. Nous n'avons pas fait notre devoir et nous n'avons fait que défendre nos intérêts"*. Conséquence directe de ce meurtre, l'arrivée du résident général, Grandval, qui finit par dire à l'Élysée : *"Je suis venu sans a priori. Finalement, tout, même l'action des résistants, me rappelle à la question du trône"*. Puis, les lobbies libéraux franco-marocains ont fait le reste.

L'INDÉPENDANCE ACQUISE, LA RÉSISTANCE OUBLIÉE

Le retour du sultan ne met pas un terme à la lutte armée. Outre l'intégrité territoriale à parfaire (la question est restée longtemps en suspens), deux questions ne sont pas résolues. Que faire avec "nos frères algériens" toujours sous le joug colonial ? Comment préserver une autonomie et une crédibilité gagnées au prix fort, en l'absence du roi ? *"Dans une réunion à Madrid, la direction de l'Istiqlal, aussi bien que les anciens officiers de la France coloniale, décident de nous marginaliser,* raconte Aït Idder. *Balafrej refuse que nous rejoignions la direction du parti dans une représentation équitable. Quant à Oufkir, il refuse que l'on devienne le noyau des FAR"*. La plupart des résistants armés sont poussés à la fuite en avant, gagnent le Sud et sont marginalisés politiquement. Les plus récalcitrants, comme Cheikh El Arab ou Moulay Chafaï, se réfugient dans le maquis.

Sous le regard magnanime du roi sacralisé, les anciennes factions se livrent à des luttes intestines (lire encadré) à propos de leur étiquette politique (Istiqlal, Choura, communistes). En attendant, Moulay Hassan mate l'AL-Sud au Sahara occidental, l'obligeant à rebrousser chemin, et envoie ses dirigeants en prison. À leur sortie, Oufkir propose à l'ensemble, avec sarcasme, de se réunir avec les anciens officiers français dans un groupement commun. Quant à Hassan II, il attendra 1973, alors qu'il recherche des voies de réconciliation avec le passé, pour inviter toutes les figures de la résistance à se doter d'une structure à part. Naît alors le très officiel Haut commissariat des résistants et des membres de l'Armée de libération. Elle s'avère, avec le temps, n'être qu'une coquille vide. Et les résistants, tout juste des fantômes du passé, oubliés pour de bon.

Dilemme. Résistants ou terroristes?

Ahmed El Hansali était-il un résistant ? Son exemple est parlant. Il est le seul parmi ses pairs dont une avenue à Casablanca a cessé de porter le nom. Pourquoi ? Il attaquait souvent des civils qui n'avaient ni intérêt ni postes de responsabilité et encore moins un grade militaire. La presse coloniale de l'époque, en tout cas, le traite de "tueur en série". Quant au journal nationaliste *Al Alam*, il le qualifie dans sa nécrologie, de *"grand résistant"*. Des opérations ciblant des civils ou présentées comme telles, comme l'attentat du Marché central, soulèvent, en leur temps, des questions similaires. Or, vu de France, des journaux comme *L'Humanité* et *Le Populaire* tranchent ce débat : *"Tout comme nous avons résisté par tous les moyens possibles contre les Nazis, les Marocains résistent à leur manière contre une occupation qui ne dit pas son nom"*. Le résistant Ahmed Rachidi ne dit pas autre chose au juge qui le traite de "terroriste". En se référant aux définitions universelles, l'historien Mohamed Wahid rappelle que *"l'exploitation économique, la violence politique et l'occupation militaire sont en soi une forme de terrorisme d'État"*. La riposte ne peut alors être que de la résistance. D'autant que la France n'a pas respecté les termes du pacte du Protectorat. Et c'est Thami Glaoui lui-même qui le dit (cyniquement) aux Français, en marge d'Aix-les-Bains : *"Je vous reproche de ne pas avoir accéléré les réformes après l'exil de Mohammed V. Si vous l'aviez fait, la situation n'aurait pas empiré"*. Faute de résultats, donc, la violence révolutionnaire est légitime.

Dans l'ancienne Médina coupée de barricades
violents accrochages entre Marocains et service d'ordre
MULTIPLES INCENDIES EN NOUVELLE MÉDINA
32 MORTS et de nombreux blessés en 2 jours
DOMINANT LA ROUTE DE MÉDIOUNA DÉSERTE, DES LÉGIONNAIRES SONT EN ALERTE
COLLISION ferroviaire au Chili 32 MORTS 60 BLESSÉS
UNE LETTRE A M. GRANDVAL
LE TOUR DE FRANCE

18 JUILLET 1954. Manchette du journal colonial "Maroc Presse"

SOURCES ET CRÉDITS-PHOTOS

Sous la direction de Larbi Essakali ; Le Mémorial du Maroc : Ed. Nord Organisation (1995) Thèse d'État de Mohamed Wahid ; Contribution à l'étude du mouvement national marocain : La résistance de Casablanca de 1952 à 1956 : Ed. Université Mohammed V (2000) - En arabe Abderrahmane Senhaji ; Mémoires de l'histoire du mouvement de résistance et de l'Armée de libération marocaine (1987) ; Collection privée de Mohamed Ben Said Aït Idder